

# ÉLECTIONS AMÉRICAINES. UN MOMENT HISTORIQUE

Lire nos deux pages spéciales, 10 et 11

**6 589**  
abonnés  
reçoivent ce numéro.  
Et vous?  
(page 16)

## INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



### SARKOZY : "ON NE POURRA PAS ÉVITER LES LICENCIEMENTS" LES TRAVAILLEURS DE LA CAMIF DISENT : **NON ! AUCUN LICENCIEMENT !**

Face à "l'unité nationale" prônée par Sarkozy pour détruire tous nos droits, l'unité des travailleurs et de leurs organisations n'est-elle pas une urgente nécessité ?



Les travailleurs de la CAMIF, dans l'unité CGT, CGT-FO et des autres syndicats, devant le ministère de l'Économie à Paris, le 31 octobre 2008. (AFP)

L'actualité politique et sociale

**Le PS, le PCF et la LCR  
et les plans de Sarkozy  
et de l'Union européenne.** page 5

**Enseignement. Abrogation  
des décrets Darcos !** page 5

**Loi Bachelot :  
le droit aux soins pour tous  
en danger.** page 6

**Le II<sup>e</sup> Congrès de l'Alliance  
des jeunes révolutionnaires  
"Une organisation de combat  
pour la jeunesse ? Nous disons  
oui, il la faut !"** page 7

**Vie du parti  
Un appel du bureau national  
du POI :  
ce sont les  
travailleurs qu'il  
faut sauver, pas les  
spéculateurs !** page 8

**L'actualité internationale  
Italie. Plus de deux millions  
de manifestants à Rome  
le 30 octobre.** page 12

**Histoire et politique  
11 novembre 1918 :  
il y a quatre-vingt-dix ans,  
la signature de l'armistice.** page 15

**Informations ouvrières. Profitez de notre offre exceptionnelle.  
Pour tout nouvel abonné : 12 numéros : 10 euros**

## Une victoire ?

**L**e gouvernement a-t-il renoncé à privatiser La Poste ? Après les déclarations du conseiller de Sarkozy, Guaino, et du ministre Chatel, le Parti communiste français, ce 2 novembre, se « félicite de cette formidable victoire ». Besancenot salue « une première victoire sociale ». Parlant au nom du « Comité national pour le référendum », Jacques Lemerrier estime que « ça va dans le sens de ce qu'on souhaite ».

Une victoire ? Quels sont les faits ?

Compte tenu de la crise, l'ouverture du capital à La Poste « n'est pas d'actualité », a expliqué Luc Chatel, conscient du manque de capitaux disponibles pour l'opération. Mais il a ajouté : « Il n'en demeure pas moins que La Poste a besoin d'argent (...) pour se préparer à l'ouverture à la concurrence en 2011. » Donc, le cap de la privatisation est maintenu. Et Chatel de préciser : « C'est la commission Ailleret qui nous dira fin décembre quelles sont ses propositions de financement pour La Poste. » Ainsi, le gouvernement reconnaît que tout dépend de la commission Ailleret. Nous l'avons dit et répété dans ces colonnes : isolé et en crise, le gouvernement Sarkozy-Fillon ne peut faire passer ses contre-réformes qu'à condi-

tion d'y associer les représentants des organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie. C'est ce qu'ils appellent « l'unité nationale ».

La preuve : il aura suffi que, dans les jours précédents, la fédération Force ouvrière de la communication (suivie par les fédérations CFTC et SUD) suspende sa participation à la commission Ailleret pour que le gouvernement fasse ces déclarations qu'il veut rassurantes (1).

Seulement voilà : une porte est soit ouverte, soit fermée. Si elle est un peu fermée, c'est qu'elle est restée ouverte. De même un service ne peut-il être à la fois public et privé. S'il est partiellement privé, c'est qu'il n'est plus public.

A quelles conditions le service postal redeviendra-t-il intégralement service public ? A condition que son financement soit totalement public, qu'il ait comme seule mission de satisfaire aux besoins du public et non pas la rentabilité financière, que les personnels relèvent du statut de la fonction publique, et enfin, surtout, que La Poste reste un monopole de service public. Car, sans monopole, un service public, confronté à la concurrence de groupes privés, est tenu de s'aligner sur les règles du privé, sauf à disparaître.

D'où l'importance de la proposition de loi, désormais soutenue par 4 200 élus, et qui formule cette exigence : retour au monopole. Hostile à cette proposition, le député socialiste européen, Gilles Savary, déclare : « Si l'Assemblée nationale refusait de transposer une directive, en particulier la directive postale (...), ce seraient les principes généraux des traités de l'Union qui s'appliqueraient et qui pourraient être opposables devant un tribunal. » Si l'on comprend bien : le député socialiste Savary, qui affirme être hostile à la privatisation, propose d'appliquer les directives qui imposent la privatisation, car sinon, ce serait pire ! Nous suggérons au député socialiste Savary de tirer de son exposé des faits (indiscutables) la conclusion inverse : si, pour préserver le monopole de service public, il n'est pas d'autre choix que d'abroger les directives et de remettre en cause le carcan de l'Union européenne, pourquoi ne pas s'orienter dans cette voie ? Et, pour commencer, pourquoi ne pas, en bloc et une fois pour toutes, quitter la commission Ailleret ?

(1) Le 4 novembre, la CFTC et la fédération FO Com annoncent réintégrer la commission Ailleret.

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre  
de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

#### Rédacteur en chef :

Lucien Gauthier

**Siège :** 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

#### • Imprimerie :

Rotinfed 2000, Paris.

#### • Tirage :

20 000 exemplaires.

#### • Commission paritaire :

0909 C85 410.

#### • ISSN :

0813 9500.

#### • Rédaction :

Informations ouvrières  
87, rue du F<sup>bs</sup>-Saint-Denis,  
CS 30016 - 75479  
Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.

Fax : 01 48 01 89 29.

**E-mail :** informations-ouvrieres@fr.oleane.com

#### • Administration- abonnements :

Maïthé Dayan  
Tél. : 01 48 01 88 22  
01 48 01 88 41.

**E-mail :**  
diffusion-io@fr.oleane.com

**Dépôt légal :**  
à publication.



NOUS ÉCRIRE

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016  
75479 Paris Cedex 10

**E-mail**  
informations-ouvrieres@fr.oleane.com

## Votre argent

PAR LUCIEN GAUTHIER

**I**NFORMATIONS OUVRIÈRES, comme son nom l'indique, soutient les revendications des travailleurs et, quand ceux-ci le décident, leur grève.

La semaine dernière, les quotidiens nationaux ne sont pas parus à la suite d'une grève des ouvriers du Livre confrontés à une restructuration des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP).

Dans un communiqué commun, l'ensemble des patrons de presse, des journaux de gauche comme des journaux de droite, ont dénoncé les travailleurs en grève, ont dénoncé l'irresponsabilité de leur syndicat et se sont appuyés sur la fédération de ce même syndicat, qui, elle, avait dénoncé la grève des travailleurs. Ainsi, les patrons, avec l'appui de certains responsables, décrètent qu'au nom de la crise en général et au nom de la crise de la presse, les travailleurs devraient renoncer à leurs revendications et les organisations syndicales gérer les restructurations.

Ce sont ces mêmes patrons de presse qui, sous l'égide de Sarkozy et du gouvernement, avec certains « partenaires sociaux » et une série d'associations et de personnalités, tiennent des états généraux de la presse pour dégager ensemble des « solutions » aux difficultés que celle-ci rencontre.

A cette occasion, Sarkozy a indiqué qu'il entend bien modifier les règles et les normes qui régissent la presse dans ce pays.

Il veut notamment remettre en cause l'impossibilité pour un même groupe de

presse de posséder un quotidien, une radio et une télévision. La solution à la crise de la presse, pour Sarkozy, c'est la concentration de la presse écrite, parlée et télévisuelle dans les mains de grands groupes capitalistes. Il s'agit d'une atteinte à la liberté de la presse.

Pour notre part, nous n'avons cessé d'expliquer que la garantie de l'indépendance complète d'un journal comme le nôtre est fondée sur l'indépendance financière. Ni publicité ni subsides gouvernementaux, mais votre argent. L'argent que des milliers donnent chaque semaine pour acheter notre journal. L'argent que vous nous versez en souscrivant un abonnement à notre hebdomadaire.

*Informations ouvrières*, journal ouvrier, s'adresse aux travailleurs de ce pays. Tribune libre de la lutte des classes, il permet que s'expriment des points de vue divers qui se situent sur le terrain de la défense des droits ouvriers et de la démocratie.

Au nom de l'ensemble de la rédaction, je m'adresse à nos lecteurs et à nos abonnés.

Vous pouvez juger vous-mêmes : chaque semaine, *Informations ouvrières* vous fournit éléments d'analyse, d'informations, mais aussi de combat.

Si chacun d'entre vous propose à un collègue, un ami, un voisin d'acheter ou de s'abonner à *Informations ouvrières*, nous élargirons alors le nombre de ceux qui s'organisent dans le combat de résistance et nous assurerons une pleine et complète indépendance financière de ce journal. ■

## CES et CSI aux abonnés absents

PAR ROGER SANDRI

**L**a crise financière qui affecte le monde entier a, comme prévu, des incidences graves sur l'économie réelle. Le chômage de masse et les diminutions de salaires sont le lot de cette situation. Le directeur du Bureau international du travail, Juan Somavia, déclare que nous assistons à la pire crise depuis 1929.

Pour l'OIT, 20 millions de chômeurs supplémentaires vont certainement grossir l'armée des sans-emploi.

Les salaires sont naturellement visés par la crise, le chantage aux coûts salariaux demeurant la menace brandie en la circonstance pour juguler une prétendue concurrence engendrée par la dérégulation des marchés.

Les pays d'Asie sont déjà touchés, y compris ceux du Moyen-Orient, assis sur une rente pétrolière instable. Les exilés philippins et indonésiens seront bientôt invités à rentrer chez eux.

Les industries manufacturières licencient déjà à tour de bras. C'est le cas pour la Chine, proclamée il n'y a pas si longtemps « usine du monde », les suppressions d'emplois se chiffrant déjà par centaines de milliers. Il en est de même en Inde,

où les suppressions d'emplois et les réductions de salaires deviennent le lot quotidien pour des milliers de prolétaires.

Dans la partie appartenant au bloc occidental, ce qui est nommé « pays industrialisés », ou ce qu'il en reste, nous n'en sommes qu'au début de la purge. En dépit de la gesticulation des dirigeants européens, en particulier celle de Sarkozy, la situation sociale ne se présente pas sous les meilleurs auspices. Les Etats-Unis eux-mêmes connaissent une situation plus grave qu'en 1929, la campagne électorale servant momentanément d'étouffoir.

Après avoir accompagné la mondialisation, le libéralisme et la déréglementation sociale, les organisations internationales dites ouvrières, en dehors d'un discours convenu, font la démonstration d'une carence la plus totale, incapables de la moindre initiative.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples a constamment mené son action en faveur de la pérennité des conventions de l'OIT.

Or, depuis 1998, l'OIT, face à la pression exercée par les institutions du mondialisme et des so-

### TRAIT LIBRE PAR JUJU

